



Les inégalités comptent-elles ?

Comment les gens perçoivent les disparités économiques et la mobilité sociale ?



Où les français se situent-ils ?

Dans l'ensemble de l'OCDE, la plupart des individus sont préoccupés par les inégalités. Toutefois, cette préoccupation varie selon les pays. Elle est plus forte lorsque les individus perçoivent de grandes disparités économiques, une faible mobilité intergénérationnelle et que le fait de travailler dur ne permet pas de progresser dans la vie. Conjuguées à l'opinion des gens sur l'efficacité des politiques, ces perceptions et croyances déterminent le soutien des individus aux réformes visant à réduire les inégalités.

Les gens sont-ils préoccupés par les disparités de revenu ?

Les préoccupations liées aux inégalités de revenu sont singulièrement marquées en France, par rapport à la moyenne des pays OCDE. Environ 84% de la population française est d'accord pour dire que les disparités de revenus sont trop importantes (Graphique 1) et près de 60% sont fortement d'accord, l'une des parts les plus élevées des pays de l'OCDE.

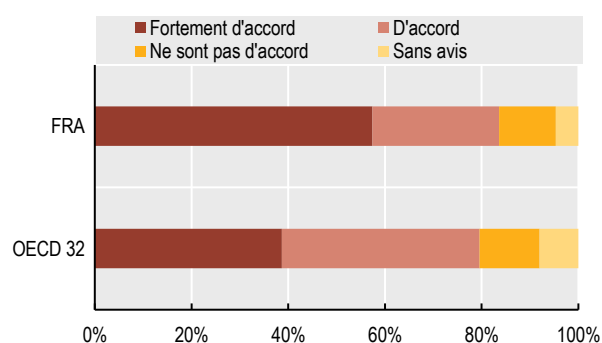
Quels sont les moteurs des préoccupations ?

Le niveau d'inquiétude concernant les disparités de revenus est élevé en France, bien que les indicateurs conventionnels d'inégalité de revenus - tels que l'indice de Gini pour le revenu disponible - soient légèrement inférieurs à la moyenne de l'OCDE (Graphique 2). En effet, des facteurs spécifiques au pays renforcent les préoccupations :

- **Perception des inégalités** : les français ont une perception relativement faible de la part des revenus captée par le haut de la distribution.

Graphique 1. Les préoccupations liées aux disparités de revenu sont fortes.

Part des répondants qui sont d'accord pour dire que les disparités de revenu sont trop importantes, 2017

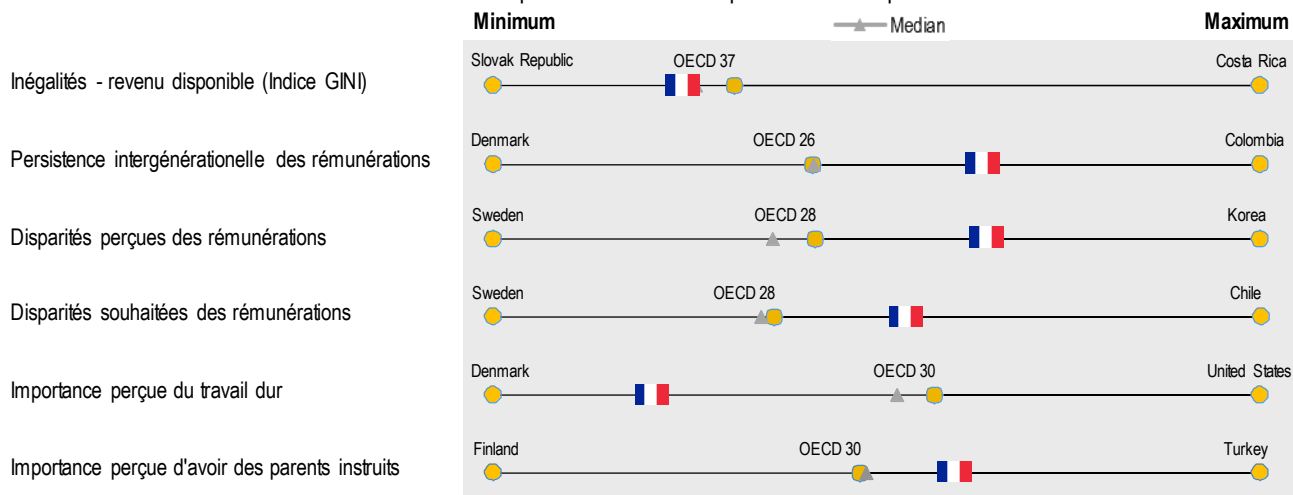


Source: *Les inégalités comptent-elles ?* Chapitre 2.

En moyenne, d'après la dernière enquête *Risks that Matter, 2020*, les français perçoivent que la part des revenus allant aux ménages les 10% les plus riches était de 49%, alors qu'en moyenne cette perception était de 52% dans l'OCDE. En revanche, les français perçoivent des disparités de rémunération, et non de revenu, relativement élevées.

Graphique 2. La confiance dans l'égalité des chances est faible

Indicateurs et opinions relatifs aux disparités économiques.



Note: Les moyennes de l'OCDE se réfèrent aux pays disponibles pour chaque indicateur. Les indicateurs statistiques conventionnels se réfèrent à la dernière année disponible ; pour les disparités de revenus perçues et la persistance intergénérationnelle, à 2020 ; toutes les autres données se réfèrent à 2009.

Source: OCDE - Base de données sur la distribution des revenus et OCDE (2018); *Les inégalités comptent-elles ?* Chapitre 2.

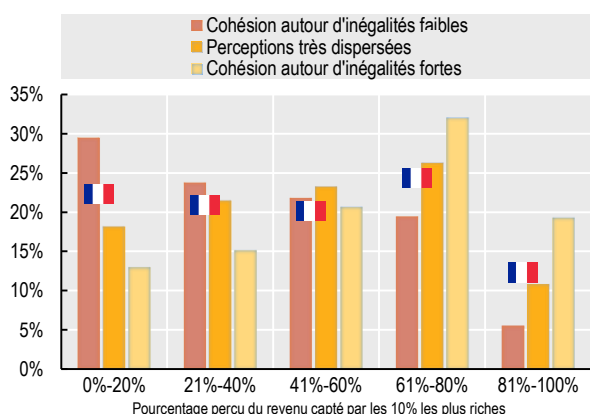
- Préférences de niveau de disparités : les français perçoivent des niveaux élevés de disparités de rémunération mais ils sont toutefois plus tolérants de ces disparités qu'en moyenne dans l'OCDE, ce qui atténue leurs préoccupations.
- Perception de l'égalité des chances : les préoccupations sont élevées dans les pays où les individus pensent que les chances de réussir dans la vie sont inégales et sont dues à des circonstances indépendantes de leur volonté. C'est le cas aussi en France. Les français donnent relativement peu d'importance au fait de travailler dur pour réussir dans la vie mais ils attribuent un rôle majeur au fait d'avoir des parents instruits. De même, les français perçoivent un risque élevé pour les enfants de milieu modeste de rester pauvre (58% contre 56% en moyenne dans l'OCDE).

À quel point l'opinion publique est-elle divisée ?

La perception des disparités économiques est souvent source de désaccords. En France, la perception des inégalités est davantage morcelée et éparse que dans la plupart des autres pays OCDE :

Graphique 3. Les perceptions relatives à la part du revenu national capté par les 10% les plus riches varient fortement

Pourcentage de la population française par intervalle du pourcentage perçu du revenu capté par les 10% les plus riches, 2020



Note: Les trois barres font référence à la moyenne de trois groupes de pays qui présentent des distributions similaires des perceptions : perceptions cohésives autour de faibles ou de fortes inégalités, et perceptions très dispersées.

Source: *Les inégalités comptent-elles ?* Chapitre 4.

- Les perceptions de la part du revenu national revenant aux 10 % les plus riches varient très fortement en France (**Graphique 3**). La part des français percevant des inégalités élevées (entre 60% et 80% du revenu national capté par les 10% les plus riches) équivaut à la part de ceux qui perçoivent des inégalités faibles (en-deçà de 20% du revenu national). Une partie non-négligeable de français exprime également des perceptions se situant entre ces valeurs extrêmes.
- Les opinions concordent plus ou moins autour de l'idée que les rémunérations les plus basses sont trop faibles et que les plus hautes rémunérations sont trop élevées. Plus de 74% des répondants partagent cette opinion ; ils ne sont que 52% en moyenne dans l'OCDE.
- Les rémunérations les plus hautes sont-elles trop élevées ? Ou ce sont les rémunérations les plus basses qui sont trop faibles ? Des désaccords marqués subsistent tout de même quant à la direction des préoccupations, et les français expriment davantage de désaccords à ce sujet que dans la moyenne OCDE.
- Environ 10% des français sont préoccupés par le niveau des rémunérations les plus élevées mais pensent aussi que les rémunérations les plus basses sont justes (et pourraient être même plus faibles). D'autre part, 15% des répondants trouvent que le problème se situe en réalité au niveau de la faiblesse des bas revenus.

Quelle place faite aux politiques visant à réduire les inégalités ?

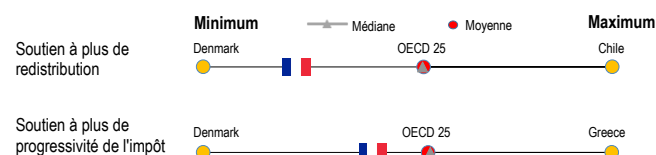
Les citoyens français expriment une demande relativement faible en faveur de politiques redistributives (**Graphique 4**). Seulement 50% d'entre eux supportent davantage de politiques gouvernementales visant à réduire les différences de revenus à l'aide de l'impôt et de prestations sociales, ils sont 66% en moyenne dans l'OCDE.

De même, le soutien à davantage de progressivité fiscales au travers d'une augmentation des impôts des plus aisés est quelque peu inférieur à la moyenne OCDE (62% étant d'accord pour une augmentation de l'imposition des plus riches pour soutenir les plus démunis).

Le système fiscal et social français est relativement

plus redistributif que dans des pays comparables. Cela explique certainement cette dichotomie entre des niveaux de préoccupations élevées et une demande faible pour davantage de progressivité.

Graphique 4. Le soutien à davantage de redistribution est inférieur à la moyenne OCDE



Source: *Les inégalités comptent-elles ?* Chapitre 3.

Comment les perceptions et les préoccupations des individus en matière d'inégalité peuvent-elles informer les politiques publiques ?

Pour que les citoyens et les gouvernements soient sur la même longueur d'onde lorsqu'il s'agit de politiques visant à réduire les inégalités et à promouvoir la mobilité sociale, il convient de comprendre comment les individus forment leurs perceptions et leurs opinions. Cela implique de :

Mieux comprendre les mécanismes de soutien aux réformes : les inégalités de revenu, aussi bien que l'inégalité des chances sont importantes aux yeux des citoyens. Le soutien au réforme passe donc par la prise en compte de ses deux facteurs. Toutefois, les individus sont amenés à soutenir des gammes de mesures bien précises selon leurs croyances et préférences.

Mieux comprendre l'efficacité des politiques : les individus soutiennent des politiques qu'ils croient être efficaces. Il est nécessaire de pouvoir évaluer l'impact des politiques de réduction des inégalités de manière transparente mais aussi de faciliter la compréhension de leur fonctionnement.

Améliorer la transmission d'information au sujet des inégalités de revenu et de chance : partager des informations de qualité sur les inégalités peut contribuer à construire un terrain d'entente pour le débat public, tout en luttant contre la division et la polarisation de l'opinion publique.

Contacts

Emanuele Ciani, +33 1 45 24 17 77, Emanuele.CIANI@oecd.org

Michael Förster, +33 1 45 24 92 80, Michael.FORSTER@oecd.org

Pour plus d'information, veuillez accéder au rapport complet en cliquant sur le lien suivant: <http://oe.cd/does-inequality-matter>